

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Le-Reseau-Sortir-du-nucleaire,5314>

Réseau Sortir du nucléaire > Presse > Nos communiqués de presse > **Le Réseau "Sortir du nucléaire" demande la transparence sur la ratification de l'accord international sur le réacteur nucléaire ITER**

2 septembre 2007

Le Réseau "Sortir du nucléaire" demande la transparence sur la ratification de l'accord international sur le réacteur nucléaire ITER

► Les travaux sont lancés avant de savoir si l'accord sera ratifié par les différents pays
- Une manifestation de protestation aura lieu le 10 novembre 2007 à Marseille

L'Assemblée populaire nationale, le parlement de la Chine, étudie actuellement (voir ci-dessous) la possibilité de ratifier l'accord international sur la construction en France, à Cadarache, du réacteur ITER (fusion nucléaire). Cette information (cf document ci-joint) illustre la désinformation menée depuis des mois par les autorités françaises qui laissent croire que, depuis sa signature en 2005, l'accord sur ITER est entré en vigueur. Or, comme tout accord international, il doit encore être ratifié par les différents pays partenaires.

De même, cette information illustre la stratégie antidémocratique des autorités françaises qui consiste à commencer les travaux et aménagements divers (destruction de 100 hectares de forêt domaniale, travaux sur l'itinéraire Berre-Cadarache, construction de l'école internationale) avant même de savoir si l'accord sur ITER sera ratifié par les différents pays partenaires.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" et l'association Médiane écrivent aujourd'hui même au ministre de l'Ecologie pour lui demander la vérité sur cette affaire :

- quels sont les pays qui ont ratifié l'accord international sur ITER ?
- quels sont ceux qui ne l'ont pas ratifié ?
- est-ce que, comme nous le soupçonnons, c'est le pays d'accueil qui doit couvrir le financement manquant en cas de non ratification par un ou plusieurs pays ?
- pourquoi les travaux ont-ils commencé avant que l'accord n'entre en vigueur ?

Le Réseau "Sortir du nucléaire", l'association Médiane (PACA) et leurs partenaires organisent le samedi 10 novembre à Marseille une manifestation contre la construction d'ITER, réacteur qui ne produira jamais d'électricité... mais en consommera énormément.

Des scientifiques de premier plan (dont deux prix nobel de physique, la japonais Koshiba et le français Pierre-Gilles de Gennes) ont pris position contre ITER, en raison des dangers de l'expérience mais aussi, et surtout, devant les chances quasi nulles de succès : comme le disent de nombreux physiciens, "La fusion nucléaire est une énergie d'avenir... mais elle le restera toujours !"

Le Réseau "Sortir du nucléaire" et l'association Médiane demandent l'abandon du projet ITER et le réinvestissement de son énorme financement vers les énergies renouvelables et les économies d'énergie.

Lundi 3 septembre 2007

Réseau "Sortir du nucléaire"
Fédération de 800 associations
www.sortirdunucleaire.org
9 rue Dumenge 69004 Lyon cedex

à M Borloo, Ministre de l'Ecologie

Objet : demande de transparence sur le processus de ratification de l'accord international sur le réacteur nucléaire ITER

Monsieur le Ministre,

L'Assemblée populaire nationale, le parlement de la Chine, étudie actuellement (voir ci-dessous) la possibilité de ratifier l'accord international sur la construction en France, à Cadarache, du réacteur ITER (fusion nucléaire). Cette information (cf document ci-joint) contredit les autorités françaises qui laissent croire que, depuis sa signature en 2005, l'accord sur ITER est entré en vigueur. Or, comme tout accord international, il doit encore être ratifié par les différents pays partenaires.

De même, cette information montre que les travaux et aménagements divers (destruction de 100 hectares de forêt domaniale, travaux sur l'itinéraire Berre-Cadarache, construction de l'école internationale) qui sont commencés ont été lancés avant même de savoir si l'accord sur ITER sera ratifié par les différents pays partenaires.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" et l'association Médiane vous demandent donc de bien vouloir faire enfin la vérité sur ce dossier :

- quels sont les pays qui ont ratifié l'accord international sur ITER ?
- quels sont ceux qui ne l'ont pas ratifié ?
- est-ce que, comme nous le soupçonnons, c'est le pays d'accueil qui doit couvrir le financement manquant en cas de non ratification par un ou plusieurs pays ?
- pourquoi les travaux ont-ils commencé avant que l'accord n'entre en vigueur ?

Par ailleurs, nous vous rappelons que des scientifiques de premier plan (dont deux prix Nobel de physique, la japonais Koshiba et le français Pierre-Gilles de Gennes) ont pris position contre ITER, en raison des dangers de l'expérience mais aussi, et surtout, devant les chances quasi nulles de succès : comme le disent de nombreux physiciens, "La fusion nucléaire est une énergie d'avenir... mais elle le restera toujours !"

Le Réseau "Sortir du nucléaire" et l'association Médiane demandent l'abandon du projet ITER et le réinvestissement de son énorme financement vers les énergies renouvelables et les économies d'énergie.

ITER - La participation de la Chine à ce projet nucléaire international attend l'appropriation de l'Assemblée populaire nationale de Chine

https://www.french.xinhuanet.com/french/2007-08/25/content_477697.htm

BEIJING - 24 août 2007 (XINHUA) - L'Assemblée populaire nationale de Chine (APN, parlement chinois) a commencé à discuter la participation de la Chine, proposé par le gouvernement, à un accord international sur la réalisation du premier réacteur expérimental de fusion nucléaire du monde. Le réacteur expérimental thermonucléaire international (ITER) constitue le plus grand programme de recherche scientifique sous collaboration multinationale ayant jamais existé. Le projet de 11 milliards d'euros vise à trouver une solution durable pour la production énergétique.

Le Comité permanent de l'APN s'est réuni pour discuter l'Accord sur l'établissement de l'organisation internationale d'énergie de fusion ITER en vue de la mise en oeuvre conjointe du projet ITER, qui a été signé par la Chine, l'Union européenne (UE), l'Inde, le Japon, la République de Corée, la Russie et les Etats-Unis en novembre 2006 en France. Un accord relatif aux privilèges et immunités a aussi été soumis au Comité permanent de l'APN pour ratification. Les deux accords devraient être soumis au vote jeudi prochain.

Le projet ITER, avec un investissement de 11 milliards d'euro, est d'une durée de 35 ans se divisant en quatre phases, soient la construction, l'opération, l'exploitation et la dissolution des installations ITER. La Chine devra prendre en charge 9,1% du budget total, équivalent aux charges financières partagées par cinq autres pays participants, tandis que l'UE payera 45,4% du budget, a précisé Wan Gang, ministre des Sciences et Technologies du pays.